

Je suis forcé de rappeler devant vous l'attitude constante du Gouvernement espagnol en ces matières. Nous estimons que nos obligations comme Membre de la Société des Nations constituent un ensemble indivisible au triple point de vue juridique, logique et politique.

Au titre juridique, nous ne pouvons nous considérer comme absolument liés par les obligations de sécurité collective prescrites à l'article 16 ni, *a fortiori*, par de nouvelles obligations, lorsque les obligations de désarmement prévues à l'article 8 sont négligées ou, si l'on préfère, suspendues.

Au titre logique, il est évident que les pays qui se sont engagés dans le Pacte de la Société des Nations à collaborer à la sécurité d'un pays attaqué l'ont fait en tenant compte de ce que le désarmement général prévu à l'article 8 aurait rendu les attaques éventuelles beaucoup moins probables et beaucoup moins dangereuses.

Au titre politique, nul gouvernement ne saurait s'engager à venir en aide au dernier moment pour résoudre une situation difficile dont l'origine et la gestation se seraient faites hors de lui et sans lui.

Les progrès de la sécurité collective dépendent donc strictement des progrès de la collaboration internationale à toutes les étapes de la politique.

La liaison étroite entre les pactes de sécurité et le désarmement est affirmée du reste dans l'acte final de la Conférence de Locarno, dont le dernier paragraphe dit textuellement: «Ils (les gouvernements représentés) s'engagent à donner leur concours aux travaux déjà entrepris par la Société des Nations relativement au désarmement et à rechercher la réalisation d'une entente générale.»

Diese kurzen Bemerkungen rücken die eigentliche Ursache der augenblicklichen politischen Lage, die Nichterfüllung der Abrüstungsverpflichtung durch die Völkerbundsmitglieder, in helles Licht und stellen eine ernste Mahnung an das Gewissen der Mächte dar, die sich zu einer strengen Verurteilung des Verhaltens Deutschlands berufen fühlten.

Schmitz.

## Zur Frage der rechtlichen Beziehungen Japans zu den Mandatsgebieten

Auf der 27. Tagung der Mandatskommission hat der stellvertretende Präsident, Orts, anlässlich der Prüfung der Jahresberichte über Palästina, Syrien und Tanganyika die Frage aufgeworfen, ob Japan auch nach seinem am 27. März 1935 wirksam gewordenen Austritt aus dem Völkerbunde nach wie vor für die Einfuhr seiner Waren in die einzelnen Mandatsgebiete »égalité économique« genieße. In der Sitzung vom 7. Juni 1935 hat er diese von ihm selbst in früheren Sitzungen gestellte Frage verneint <sup>1)</sup>, und zwar offenbar aus dem Grunde, weil der Artikel 18 des

<sup>1)</sup> S. d. N., Commission permanente des mandats, Procès-verbal de la 27<sup>me</sup> Session, S. 91.

Mandatsvertrages über Palästina, der Artikel 11 des Vertrages über Syrien und der Artikel 7 Abs. 2 des Vertrages über Tanganyika wirtschaftliche Gleichberechtigung nur den Völkerbundsmitgliedern garantiert. Der in der Sitzung vom 6. Juni 1935 anwesende Vertreter des englischen Colonial Office hat für die britische Mandatsverwaltung in Palästina keine eindeutige Antwort gegeben und in seinen Ausführungen nur darauf hingewiesen, daß Palästina hinsichtlich der Behandlung der Einfuhr japanischer Waren durch den englisch-japanischen Handelsvertrag vom 3. April 1911<sup>1)</sup> gebunden sei<sup>2)</sup>. Dagegen hat der französische Vertreter für Syrien sich, allerdings vorsichtig, dahin geäußert, daß die französische Regierung die Absicht habe, die gegenüber Japan wiedergewonnene Freiheit zu benutzen, um ein besseres Verhältnis zwischen der japanischen Ein- und Ausfuhr nach dem Mandatsgebiet herzustellen<sup>3)</sup>.

Bei der Beratung des Berichtes über das Tanganyika-Territorium hat der Gouverneur Sir Mac Michael die Erklärung abgegeben, daß Japan trotz seines Austritts in der Praxis wirtschaftliche Gleichheit genieße<sup>4)</sup>. Die Mandatskommission hat daraufhin in ihrem dem Rat erstatteten Bericht über die Arbeiten der 27. Tagung zu ihren Bemerkungen zu dem Jahresbericht über Palästina und über Syrien folgenden Zusatz eingefügt:

»La Commission a appris que l'importation des produits d'un Etat qui a cessé d'être membre de la Société des Nations est admise sur un pied d'égalité avec celle des produits des Etats membres de la Société, et elle désirerait en connaître les raisons«<sup>5)</sup>.

Bevor die Mandatskommission in ihrer Sitzung vom 28. Oktober 1935 in eine Prüfung des Jahresberichts für die japanischen Mandate eintrat, verlas der japanische Delegierte Ito ein längeres schriftliches Exposé, das er bereits in einem Schreiben vom 2. Oktober 1935 an den Präsidenten der Mandatskommission angekündigt hatte<sup>6)</sup>, und in dem er insbesondere gegen die Auffassung von Orts Stellung nahm<sup>7)</sup>:

1) Martens, 3 NRG. VIII, S. 413.

2) S. d. N., a. a. O. S. 61.

3) a. a. O. S. 91.

4) a. a. O. S. 131.

5) a. a. O. S. 226/227. Die Frage der »égalité économique« Japans und auch Deutschlands ist auf der 28. Tagung der Mandatskommission ebenfalls behandelt worden. So hat in der Sitzung vom 19. Oktober 1935 (a. a. O. S. 54) Besson, der französische Vertreter für Togo, die Erklärung abgegeben, »que le principe de l'égalité économique ne jouera plus en faveur des deux Etats en question« (vgl. in demselben Sinne auch seine Erklärung als Vertreter für Französisch-Kamerun in der Sitzung vom 23. Oktober 1935, a. a. O. S. 95).

6) Commission permanente des mandats, Procès-verbal de la 28<sup>me</sup> Session, S. 14.

7) a. a. O. S. 125 und Annexe 4, S. 183, 184.

» a) A l'avis du Gouvernement impérial, ce sont les principales Puissances alliées et associées qui ont décidé « la distribution des mandats, c'est-à-dire la désignation des Puissances mandataires et la détermination des territoires sur lesquels leur autorité s'exerce ». Le titre réel du mandat a été ainsi investi par les Principales Puissances alliées et associées. Ce sont également les Principales Puissances alliées et associées qui ont décidé des termes des mandats, c'est-à-dire de la modalité de l'exercice de chaque mandat.

Ces décisions quant aux Puissances mandataires et des propositions relatives aux termes des mandats ont été présentées à la Société des Nations, dont le Conseil n'a fait que les confirmer formellement et officiellement. La situation du Gouvernement impérial, en tant qu'une des Puissances ayant attribué les mandats et en même temps l'une des Puissances désignées mandataires, n'est pas de celles qui puissent être affectées par le fait qu'il est ou n'est pas Membre de la Société des Nations. Il en résulte que tout changement, soit de mandataire, soit des articles de mandat, ne peut être effectué sans l'assentiment exprès du Gouvernement impérial.

Le point de vue ci-dessus énoncé d'une façon succincte a d'ailleurs été accepté par le Conseil de la Société des Nations, lors de sa session de Saint-Sébastien, au mois d'août 1920, ainsi que par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa première session.

b) Ayant pris part à l'attribution des mandats et à la détermination des conditions des mandats dans lesquelles figure l'engagement d'assurer le traitement de l'égalité économique, le Gouvernement impérial considère comme son droit inhérent le fait de jouir du traitement de l'égalité économique dans les territoires placés sous les mandats de classes A et B, même après son retrait de la Société des Nations. Le Gouvernement impérial ne saurait admettre que lui soit réservé un traitement tel qu'il le mettrait dans une situation d'infériorité en comparaison avec les autres Membres de la Société des Nations qui n'ont pas pris part à l'établissement même du système des mandats.

c) Même en laissant de côté les arguments d'ordre historique, le Pacte de la Société des Nations offre un appui assez puissant pour soutenir la manière de voir du Gouvernement impérial ci-dessus énoncée. Selon le Pacte, la Société des Nations a la mission, en matière économique, d'assurer « un équitable traitement du commerce de tous les Membres de la Société » et par là de combattre la discrimination dans ce domaine (article 23). Par le fait indéniable de l'interdépendance économique mondiale, la Société des Nations ne cesse d'interpréter l'expression « tous les Membres de la Société » comme signifiant tous les pays du monde, et pas seulement les Membres de la Société, comme il apparaît au premier abord. C'est dans ce sens que la Société des Nations travaille depuis des années avec plus ou moins de succès, mais elle n'a jamais perdu de vue le but inscrit et interprété comme ci-dessus. On irait donc à l'opposé de la mission de la Société des Nations en préconisant et même en suggérant des discriminations en matière économique, fût-ce dans des territoires sous mandat. Le Gouvernement impérial éprouve des difficultés à comprendre qu'une telle discrimination, dirigée contre une Puissance spécifiée, puisse être prononcée par un membre de la Commission des mandats, organe de la Société des Nations.

3. Le Gouvernement impérial, convaincu, pour les raisons ci-dessus, qu'il n'y a aucun changement dans sa situation, même après son retrait de la Société des Nations, ne cesse de collaborer, en matière de mandats, avec la Société des Nations et notamment avec votre Commission. Il attacherait donc une grande importance à ce que la Société des Nations n'envisage pas, de son côté, des mesures qui soient de nature à «augmenter ainsi les difficultés de la tâche assumée par la Puissance mandataire», comme il est dit dans le rapport du Conseil adopté lors de la session de Saint-Sébastien, et cela non seulement en ce qui concerne la question de l'égalité économique, mais aussi toute autre question relative à l'exercice de son mandat.»

In der sich anschließenden Diskussion über die japanische Erklärung wies Orts darauf hin, daß eine offizielle Stellungnahme der Mandatskommission zu dieser Frage nicht vorliege, sondern daß er lediglich als ein Mitglied der Mandatskommission seine persönliche Auffassung zu dieser Frage vorgetragen habe <sup>1)</sup>. Mit Rücksicht auf den politischen Charakter der Frage sowie mit Rücksicht darauf, daß bisher eine Japan nachteilige Entscheidung in keinem der Mandatsgebiete getroffen sei, schlug er vor, von einer Prüfung der Frage des Einflusses des Austritts Japans aus dem Völkerbund auf seine wirtschaftliche Stellung in den anderen Mandatsgebieten Abstand zu nehmen und lediglich das japanische Exposé als Annex zu dem Bericht an den Rat beizufügen. Dieser Vorschlag wurde von der Mandatskommission angenommen <sup>2)</sup> und ausgeführt <sup>3)</sup>.

Das Exposé der japanischen Regierung wiederholt inhaltlich nur die in zahlreichen Äußerungen und Erklärungen japanischer Staatsmänner bereits früher zum Ausdruck gebrachte Auffassung der japanischen Regierung. So hatte u. a. der Sprecher des Auswärtigen Amtes schon am 19. September 1935 — unter Hinweis auf die Rechtsstellung Amerikas in den Mandatsgebieten — erklärt, daß Japan auch nach seinem Ausscheiden aus dem Völkerbund in wirtschaftlicher Beziehung in gleicher Weise wie alle Völkerbundsstaaten behandelt werden müßte<sup>4)</sup>.

Ebenso hatte der japanische Generalkonsul in Genf anläßlich der Überreichung des Mandatsberichtes für 1933 am 24. Juli 1934 bereits zu der allgemeinen Frage des Einflusses des japanischen Austrittes aus dem Völkerbund auf seine Rechtsstellung als Mandatar Stellung genommen und hierbei mündlich die Erklärung abgegeben, daß Japan seine Mandate von den alliierten Mächten, nicht vom Völkerbund erhalten

<sup>1)</sup> a. a. O. S. 135.

<sup>2)</sup> a. a. O. S. 137.

<sup>3)</sup> a. a. O. S. 198. Der Bericht der Mandatskommission an den Rat enthält hierzu folgende Bemerkung: »Etant donné la nature et la portée de cette déclaration, la Commission n'a pas estimé qu'il lui appartenait d'en délibérer sans en avoir été requise par le Conseil.«

<sup>4)</sup> Bull. of Internat. News Bd. XII, S. 193 f., Times vom 20. 9. 1935.

habe, und daß es die Inseln nach dem 27. März 1935 — dem Tage des Wirksamwerdens seines Austrittes — nicht zurückgeben werde<sup>1)</sup> 2).

Dem obigen Exposé der japanischen Regierung kommt eine besondere Bedeutung zu, weil es die erste offizielle, dokumentarisch festgelegte Äußerung gegenüber einer Instanz des Völkerbundes darstellt.

v. Tabouillot.

## Der Abbruch der diplomatischen Beziehungen zwischen Uruguay und der Sowjet-Union

Am 27. Dezember 1935 erließ der Präsident von Uruguay ein Dekret über den Abbruch der seit kaum zwei Jahren bestehenden diplomatischen Beziehungen mit der Sowjetunion<sup>3)</sup>. Im einleitenden Teil dieses

<sup>1)</sup> Vgl. Times vom 26. 7. 1934.

<sup>2)</sup> Bereits vor Absendung der japanischen Austrittserklärung hatte sich erstmalig das japanische Kabinett in seiner Sitzung vom 11. März 1933 auf denselben Standpunkt gestellt (vgl. Bull. of Int. News, Bd. IX, Nr. 19, S. 580). Am 17. März wurde die Auffassung des Kabinetts vom Staatsrat gebilligt (a. a. O. Nr. 20, S. 616); vgl. auch das Statement des Navy Office vom 23. 3. 1933, in dem zum ersten Male auf die Geheimverträge von 1917 und den Beschluß des Obersten Rates hingewiesen wurde. (Vgl. a. a. O. Nr. 20, S. 617; The Japan Advertiser Nr. 13, 393, 24. 3. 33.)

Aus der Zeit unmittelbar nach der Notifizierung des Austrittes vgl. das offiziell nicht veröffentlichte Rundschreiben des japanischen Auswärtigen Amtes an die Auslandsvertretungen vom 3. April 1933 (inhaltlich wiedergegeben in Revue de Droit International (Sottile) 1933, S. 166; Times vom 4. 4. 1933) und den Erlaß des japanischen Gouverneurs an die Bewohner des Mandatsgebietes vom 4. April (Bulletin of Int. News Bd. IX, Nr. 21, S. 647).

Die japanische Regierung hat auch später jede Gelegenheit benutzt, um ihre Auffassung darzulegen; so hat der japanische Außenminister Hirota auf eine Anfrage im Unterhaus am 31. Januar 1934 (Bull. of Int. News Bd. X, S. 528; Times v. 1. 2. 1934), in einem Interview gegenüber dem Korrespondenten des Daily Express vom 3. Februar 1934 (Journal de Genève vom 3. 2. 34. No. 33), und in einer Erklärung vor dem Oberhause vom 21. Februar 1934 (Völkerbund und Völkerrecht Jhrg. 1, S. 62; Temps vom 23. 2. 34) noch einmal ausdrücklich betont, daß Japan die früheren deutschen Kolonien unter gar keinen Umständen aufgeben werde und sich auch nicht damit einverstanden erklären könne, die Frage dem St. I. G. zur Entscheidung vorzulegen. Aus der Zeit kurz vor Ablauf der Zweijahresfrist vgl. die Erklärung der japanischen Regierung vom 26. Januar 1935, in der sie sich zur weiteren Zusammenarbeit mit der Mandatskommission bereit erklärte (Völkerbund und Völkerrecht Jhrg. 1, S. 700).

<sup>3)</sup> S. d. N., Journ. Off. 1936, S. 233 ff. Die diplomatischen Beziehungen zwischen Uruguay und der Sowjet-Union waren auf Grund eines Telegrammwechsels zwischen den Außenministern vom 21./22. August 1926 aufgenommen worden (siehe Sbornik dejstvjuščich dogovorov (Sammlung geltender Verträge) V, Moskau 1930, S. 13). Jedoch hatte erst am 11. August 1933 der Außenminister von Uruguay der Sowjetregierung mitgeteilt, daß die Regierung von Montevideo beschlossen habe, in Moskau eine ständige diplomatische Vertretung zu errichten, woraufhin die Sowjetregierung am 13. August 1933 ihrerseits erklärte, daß sie einen Gesandten in Montevideo ernennen werde (die beiden Depeschen vom 11. und 13. August 1933 sind abgedruckt in Izvestija vom 14. August 1933 Nr. 200).